



FÉDÉRATION NATIONALE DE LA LIBRE PENSÉE

*Membre de
l'Association Internationale de la Libre Pensée (AILP)*

10/12 rue des Fossés-Saint-Jacques 75005 PARIS

Tél. : 01 46 34 21 50

libre.pensee@wanadoo.fr – <https://www.fnlp.fr>

La Libre Pensée dans les manifestations du 16 janvier 2021



Saint-Quentin (02)

Rassemblement à l'appel de FO, CGT, SUD, FSU, LDH et Libre Pensée.



A Moulins (03)

Les organisations : Libre Pensée 03, Ligue de l'Enseignement 03, Amnesty International 03, Fédération Syndicale Unitaire 03, Solidaires 03, Confédération Paysanne 03, Réseau Éducation Sans Frontières 03, avec le soutien de : Union Départementale Force Ouvrière, Parti Ouvrier Indépendant 03, République et Socialisme 03 appellent à manifester devant la Préfecture.



A Château-Arnoux (04)

Quelques 200 citoyens avec leurs organisations exigeaient ce samedi, place de Gaulle, le retrait des lois et décrets liberticides !



Amis, citoyens, camarades,

Un collectif voit enfin le jour dans ce département. **La défense de la République le vaut bien dans le département des insurgés de 1851!**

La Libre Pensée salue la **LDH** et **Solidaire**, sans oublier les **Gilets Jaunes de CASA** qui ont organisé 2 rassemblements en décembre.

A propos de la 5e république, née d'un coup d'Etat (13 05 1958) et devenue «*coup d'Etat permanent*», un ami disparu avait cette image : Il disait: «*La 5e république, c'est Vichy sans les allemands*». Je dirais aujourd'hui, avec **Macron**, **la 5e république c'est Vichy sans les allemands... mais avec le Covid !**

Le *Covid* qui justifierait «*l'état d'urgence sanitaire*» prolongé voire pérennisé, état d'urgence qui n'a de «*sanitaire*» que le nom.

- Pression pour intégrer les syndicats à l'Etat.

- **Criminalisation** des syndicalistes qui refusent «*l'union nationale*» avec les contre-réformes gouvernementales,

- **Criminalisation** et répression sanglante des Gilets Jaunes, "*nassés*", jugés et incarcérés arbitrairement.

La violence d'Etat au service du libéralisme le plus sauvage !

Ainsi Macron prépare l'explosion définitive de la République par la **loi 4D**, par le retour des provinces d'Ancien-régime chères à Pétain, de Gaulle et Mitterrand.

2 projets de lois scélérates et des décrets tout aussi abjects se conjuguent pour liquider les libertés démocratiques dans ce pays, acquis de la *Révolution* de 1789, de la *Première République* de 1792-93, de la *Commune* de 1871, de la *Libération* de 1945 !

Par exemple, l'article 24 de la loi dite de «*sécurité globale*», passerait dans la loi «contre le séparatisme», rebaptisée frauduleusement «*loi de renforcement de la laïcité*»!

Amis, citoyens, camarades, la République est en danger !

-Que dire d'un gouvernement qui prétend fichier les citoyens sur leurs convictions philosophiques, syndicales, religieuses, et sur leur comportement personnel y compris leurs données médicales!..

-Que dire d'un gouvernement qui conditionne l'existence des associations à la signature de chartes de bonne conduite, de bien-pensance, baptisées «*chartes de laïcité*», contre la **libre organisation des associations de 1901!**

-Que dire d'un gouvernement qui s'immisce dans l'organisation des cultes contre **leur libre organisation prévue par la loi de 1905** et stigmatise au passage une partie du peuple taxée de «*séparatisme*» à cause de sa confession religieuse qui ne serait pas la bonne.

-Que dire d'un gouvernement pour qui l'intention présumée doit être punie alors que la justice républicaine ne sanctionne que les faits!

Que dire d'un gouvernement qui accumule tous les ingrédients de la guerre civile !

St Just a toujours raison qui disait : « *Le peuple n'a qu'un ennemi, son gouvernement* »

A Gap (05)

La **Libre Pensée** est aux cotés de **Solidaires, CGT, FO, FSU, ATTAC, FNE, Amnesty internationale** des Hautes-Alpes pour appeler à la manifestation à partir de la Préfecture.

A Cannes et à Nice (06)

Environ 80 personnes présentes à Cannes. Interventions du responsable du **PCF** qui a repris le texte national + situation d'extrême surveillance à Cannes (1 caméra pour 109 habitants...) , puis la **LDH** qui a repris un autre aspect du texte national, puis l'**UD CGT** qui a évoqué les aspects sociaux des lois récentes, puis une représentante du **SAF** qui a expliqué certains articles du projet de loi. La **Libre Pensée** a lu le communiqué de la **Libre Pensée du Tarn** qui a été applaudi.



A Nice : **FPS - Alternatiba - ANV.COP21 - ATTAC - DAL - Gilets Jaunes - LDH - Libre Pensée 06 - Mouvement de la PAIX - MRAP - Tous Citoyens- Uni.e.s Nice - CGT Educ'Action 06 - FSU -SAF - Solidaires -UD.CGT - EELV - Ensemble! - F.I. - Génération'S - NPA - PCF - Rassemblement ViVA!** Environ 600 manifestants ont défilé de la gare à la place Masséna puis vers le Palais de Justice. Devant le Palais, la **Libre Pensée** a pris la parole.

A Annonay et Aubenas (07)

Ils étaient 200 et 150 dans ces deux villes à l'appel de nombreuses organisations dont la **Libre Pensée**.

A Charleville-Mézières (08)

Un peu moins de 100 personnes se sont réunis ce samedi en fin de matinée place Ducale à Charleville-Mézières pour protester contre la loi de sécurité globale et dénoncer les atteintes à la liberté. Cette manifestation était organisée par la **Ligue des droits de l'Homme**, **Amnesty internationale**, **collectif Chez Josette**, **Attac**, **FSU**, **CGT**, **Libre Pensée** et la **Cimade**.

A Troyes (10)



A Carcassonne (11)

A l'appel de nombreuses associations, dont la **Libre Pensée**, de syndicats et d'organisations politiques, ils étaient 150 à manifester.



A Angoulême (16)

Rassemblement à l'appel de la **Coordination 16 #StopLoiSécuritéGlobale** : **CGT**, **FSU**, **CGT-FO**, **Solidaires**, **PCF**, **LF I**, **NPA**, **EELV**, **Génération.S**, **RuelleEnCommun**, **AADMIE**, **La Libre Pensée**, **Baobab**, **ATTAC**, **Réseau MPP**, **LDH** devant le Palais de Justice.



A Brive (19)

La **Libre Pensée** appelle à participer au rassemblement devant la sous-préfecture avec **CGT- FO – Solidaires** et **FSU** pour le retrait de la loi de Sécurité Globale et de toutes les dispositions liberticides.



A Dijon (21)

Rassemblement samedi 16 janvier à 11h devant la Préfecture. *Tant que ces textes liberticides ne seront pas abandonnés, nous défendrons sans relâche nos libertés.* L'Appel de : **collectif#stoploisecuriteglobale, Les Amis de la terre, Amnesty international, ATTAC21, CGT21, FSU, Grean Peace, Mouvement pour la paix, MRAP, OXFAM, Solidaires21, Cercle Martinet de la libre pensée, Ensemble, La France Insoumise, NPA, PCF, PG, PS.**



A Saint-Brieuc (22)

Face à ces attaques sans précédent contre les plus élémentaires libertés démocratiques, nos organisations exigent le retrait total du projet de loi « *sécurité globale* », l'abrogation des trois décrets élargissant les possibilités de fichage par la police et le retrait du projet de loi prétendant conforter « *les principes républicains* ». Nous appelons à amplifier la riposte par les mobilisations unitaires et à bâtir un rapport de forces de nature à répondre aux exigences démocratiques de la population.

Organisations syndicales : CGT, CGT-FO, SOLIDAIRES, SNJ, FSU, La Confédération paysanne,
Associations : LDH, Attac 22, AFPS 22 St-Brieuc, La Libre Pensée, La Gauche L'Avenir,
Partis Politiques : Place Publique, LFI 22, POID, POI, EELV, Parti socialiste, Ensemble 22, Parti Communiste Français, Génération S, Génération écologie, Le CAS, l'UDB.

A Evreux et Pont-Audemer (27)

La Libre Pensée était aux cotés de la CGT, FSU et FO, ainsi que de la LDH et diverses organisations politiques.



A Toulouse (31)



A Bordeaux (33)

Près de 5 000 personnes ont manifesté à l'appel du collectif **Libertés-33** (LDH, Libre Pensée, CGT, CGTFO, FSU, Solidaires, Syndicat des Avocats de France, Club de la presse de Bordeaux-Nouvelle Aquitaine, UJFP, Amnesty International, SOS Racisme...) dont environ 2 000 jeunes qui avaient aussi décidé de soutenir les « *teufeurs* » mis en cause pour avoir organisé une rave-party le jour de l'An en Ille-et-Vilaine. Ils ont défilé et dansé en fin de cortège derrière plusieurs camions sono crachant une techno pure et dure.



A Montpellier, Sète et Béziers (34)

La **Libre Pensée** a participé aux différentes initiatives : 3 000 en manifestation à Montpellier, 250 à Béziers, 150 à Sète

A Rennes (35)

La Libre Pensée appelle tous ses adhérents à manifester le samedi 16 janvier à 14 heures place de la République à Rennes.

- **Contre la loi dite de "sécurité globale"**
- **Contre les décrets autorisant le fichage des opinions et appartenances,**
- **Contre la loi "séparatisme" rebaptisée « loi confortant les principes républicains »**

La manifestation est appelée notamment par l'UD FO d'Ille et Vilaine.



A Châteauroux (36)

La **Libre Pensée** avec la LDH, la FSU, la CGT et le SNJ appelle à manifester en direction de la préfecture.



A Saint-Claude et Lons-le-Saulnier (39)

La mobilisation pour le retrait de la loi *sécurité globale* doit se poursuivre et s'amplifier. Dans le Jura, les **organisations syndicales, associatives et politiques** signataires s'associent aux marches pour les libertés qui se tiennent dans le pays les 16 et 30 janvier, et appellent à manifester samedi 16 janvier à 10h30 place de l'abbaye Saint-Claude ! La **Libre Pensée** appelle ses adhérents à y participer.



Mont-de-Marsan (40)

Le comité *Défendons nos libertés*, qui regroupe onze associations ou mouvements landais (La **Ligue des droits de l'Homme**, le **Mouvement de la paix**, la **Ligue de l'enseignement**, le **MRAP** (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), la **Libre Pensée**, le **Conseil départemental des associations familiales laïques**, l'**Association familiale laïque du Marsan**, le **mouvement des jeunes landais**, **Droit au logement**, les **Amis de la terre** et **Attac**) et cinq organisations syndicales (**CGT, FO, FSU, Solidaires** et **Modéf**) reste mobilisé en ce début d'année.

A Saint-Etienne et à Roanne (42)

La manifestation de **St-Etienne** contre la loi Sécurité globale a rassemblé un millier de personnes. Elle est partie de la place Jean Jaurès où l'intersyndicale et la **LDH** ont pris la parole, en direction de la Bourse du travail. La **Libre Pensée** a pris la parole devant la Bourse du Travail.

A **Roanne** : "*Oui, liberté nous écrirons toujours ton nom. Égalité nous te porterons. Fraternité nous te déploierons. Solidarité nous t'encouragerons. Laïcité nous te consoliderons.*" C'est par ces mots que des organisations syndicales (**CGT, FO, FSU, Solidaires**) et la **Ligue des droits de l'Homme** appellent "*les salarié.e.s, les retraité.e.s, les jeunes, tou.te.s les citoyens*" à les rejoindre devant la sous-préfecture de Roanne ce samedi 16 janvier à 11 heures. Un rassemblement soutenu par des associations (**Attac** et la **Libre Pensée**) et partis politiques de gauche (**PCF, Collectif 88%, LFI, PS** et **EELV**).

Puy-en-Velay (43)

La **Libre Pensée de Haute-Loire** a été la première à signaler ce mardi un nouveau rassemblement. Avant que plusieurs organisations ne s'ajoutent dans la journée à la liste des organisateurs de cette nouvelle action, prévue samedi 16 janvier à 10 h 30 devant la préfecture. Cette manifestation entend

appeler au retrait "*total de la loi de sécurité globale*", "*de la loi d'extension du fichage*" et "*de toutes les mesures liberticides*".

"Tant que ces textes liberticides ne seront pas abandonnés, nous défendrons sans relâche nos libertés", assurent la **Ligue des droits de l'Homme**, la **Libre Pensée**, la **France insoumise**, le **Parti Communiste**, les **Gilets jaunes**, l'**Union communiste libertaire**, **Génération.s**, ou encore **Réseau Educations sans frontières**. Cette nouvelle *Marche des libertés* est aussi relayée par les syndicats **CGT**, **Force Ouvrière**, **FSU** et **Solidaires**, pour défendre "*les libertés individuelles et collectives*".

A Nantes et Saint-Nazaire (44)

Les syndicats **FO**, **CGT**, **FSU**, **Solidaires**, **SAF** et *Syndicat National des Journalistes*, *Alfa Apel Égalité*, *Alternatiba Nantes*, *Amnesty International Nantes*, *Association France Palestine Solidarité*, *Association les Filles*, *Association Républicaine des Anciens Combattants*, *Association Traits-Portraits*, *Attac*, *Club de la presse Nantes Atlantique*, *Droit au Logement*, *GIGNV*, *Greenpeace Nantes*, *Libre Pensée*, *Ligue des droits de l'Homme*, *Ligue de l'Enseignement - Fédération des Amicales Laïques*, *Maison des Citoyens du Monde*, *Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples*, *Mouvement National de Lutte pour l'Environnement*, *Observatoire Nantais des Libertés*, *Tissé Métisse* appellent à manifester pour le retrait de la proposition de loi « *Sécurité globale* » et le retour aux droits démocratiques, sociaux, syndicaux et aux libertés de circulation, de rassemblement et de manifestation.



Ils étaient 3 000 à Nantes et 250 à Saint-Nazaire.

A Angers (49)

600 personnes à Angers à l'appel de l'intersyndicale **FO**, **CGT**, **FSU**, **UNEF** (essentiellement) et de plusieurs associations dont la **Libre Pensée**.



A Reims (51)

La **Libre Pensée**, avec ATTAC, l'UD FO 51, Solidaires, FSU, UD Retraités CGT, LDH, organise la manifestation à partir de la gare de Reims.

A Metz (57)

Malgré le froid polaire, les organisations syndicales, politiques, associations et *Gilets jaunes* étaient bien représentés à la manifestation messine qui a pris son départ du Parvis des Droits de l'Homme, devant le Centre Pompidou. « *Sécurité globale, Non Non Non !!!* » scandaient les militants, comme le 5 et le 12/05, la **Libre Pensée de Moselle** était présente jusqu'à la dispersion Place de la République.



A Perpignan (66)

La **Libre Pensée 66** avec le POI, la FI et d'autres collectifs a été dès le tout début à l'origine des 2 premières manifestations. Ensuite une *Coordination 66* s'est constituée qui a regroupé la quasi-totalité des organisations, collectifs et associations existantes dans le 66 et appellent à la manifestation le 16 janvier 2021

A Strasbourg (67)

Ce samedi 16 janvier, malgré le froid et la neige, 500 manifestants ont défilé dans la huitième manifestation pour le retrait de la loi sécurité globale et des autres lois liberticides. Cette manifestation a vu se joindre place de la République le cortège organisé par la **Coordination pour le retrait total de la loi de sécurité globale**, et celui de l'**Inter-QG**, de **Zone Libre** et de deux groupes de teufeurs qui étaient partis de la place de la Gare.



A Lyon (69)

La **Libre Pensée** appelle avec FO, CGT, Solidaires et CNT. Elle déclare : « *La Fédération de Libre Pensée du Rhône s'associe bien évidemment à la manifestation de samedi (16 janvier) comme elle l'a fait lors de toutes les mobilisations depuis la fin novembre. Tout comme notre Fédération nationale, nous associons dans un même ensemble répressif et liberticide les deux projets de loi "Sécurité globale" et "Séparatisme". Il nous semble important de mettre clairement en avant le mot d'ordre d'abrogation de la loi sur la sécurité globale, qui doit constituer notre socle commun. Comme je l'avais demandé courant décembre, un meilleur échange d'informations serait souhaitable afin de gagner en efficacité, sous la forme que vous jugerez la meilleure.* » Ils étaient 3 500 manifestants.



A Châlons-sur-Saône (71)

Marchons partout pour les libertés et contre l'arbitraire ce samedi 16 janvier avec LDH Section chalonnaise – CCFD Terre Solidaire Chalon-sur-Saône - Planning familial 71 - Libre Pensée 71 - Gilets jaunes 71 - CNNR 71 - Solidaires 71 – FSU - SNU 71 - CGT Education - PCF Grand Chalon- PCF 71 - PRG 71 - EELV 71 - Parti socialiste 71- NPA 71 - La France Insoumise (LFI)

A Paris (75)

La **Libre Pensée** manifeste avec la coordination contre le proposition de loi « *Sécurité globale* », contre le fichage des militants et pour le retrait de la loi « *Séparatisme* » et avec les organisations syndicales : FO, CGT, FSU, Solidaires, UNEF, UNL.



A Dieppe (76)

Déclaration commune de l'UL CGT, FSU, Solidaires, FO, POI, Attac, Libre Pensée : « *Tant que les textes liberticides (Schéma du maintien de l'ordre, loi « sécurité globale », loi « confortant les principes républicains ») ne seront pas abandonnés, nous défendrons sans relâche nos libertés.* »

A Mantes-la-Jolie (78)

Avec la **Ligue des Droits de l'Homme**, **Solidaires**, l'Union locale FO... la **Libre Pensée 78** appelle à manifester devant la mairie.

A Niort (79)



Avignon (84)

Avec les Unions départementales de syndicats **CGT**, **FO** et **Solidaires**, les Fédérations de l'Enseignement **FSU** et **FNEC-FP FO**, l'**UD des retraités FO**... (liste non exhaustive), la **Libre Pensée 84** appelle à manifester à Avignon, samedi 16 janvier, rendez-vous à 14h place de l'Horloge pour défendre les libertés et faire échec à la législation liberticide que veut imposer le pouvoir.



La Roche-sur-Yon (85)

L'appel à la mobilisation est lancé par le collectif *Plus jamais ça*, qui regroupe des associations, syndicats et organisations (ATTAC, CGT, FSU, Solidaires, Confédération paysanne, Youth For Climat, Gauche avenir Vendée, LDH, Gilets Jaunes, EELV, PCF), rejoint par la Libre Pensée de Vendée.



Coordination nationale #StopLoiSécuritéGlobale

200 000 personnes reprennent la marche des libertés

Communiqué 16 janvier 2021

Les Marches des Libertés ont rassemblé, ce samedi 16 janvier partout en France, des centaines de milliers de personnes, toutes générations confondues, pour défendre nos libertés. **15 000** personnes ont défilé à Paris, de la place Félix-Eboué à la Bastille. **5 000** à Lyon, autant à Toulouse, **4 000** à Nantes. Au total : **200 000** personnes ont marché dans toute la France, où **88** mobilisations ont été recensées par la Coordination.

A Villeurbanne, comme à Paris, les cortèges se sont arrêtés devant les sièges locaux de l'Inspection générale de la police nationale, afin de protester contre l'impunité policière et le manque de transparence de l'institution.

Fait notable, les cortèges ont été rejoints par un certain nombre d'organiseurs de « ravers » et de *sound systems*, comme à Lyon et à Paris, le collectif Soutien à la Maskarade, en soutien aux teufeurs poursuivis le 31 décembre dernier, ou le Socle, syndicat d'une trentaine de collectifs organisateurs d'activités festives dans des lieux non autorisés.

Une fois encore, à Paris, la coordination a pu constater de nombreuses infractions pénales et déontologiques commises par les forces de l'ordre sur instructions du préfet **Lallement** dans le cadre du maintien de l'ordre. Ainsi, de l'impossibilité d'accéder à la manifestation pour les manifestant-es et les camions des organisateurs, l'absence de RIO, les violences commises sur les manifestants, les entraves au droit de manifester, ou encore le déploiement de forces démesuré le long du cortège. Ainsi, contrairement aux déclarations sur twitter du ministre de l'intérieur affirmant qu'une rave avait été évitée, il s'agissait plus simplement de trois camions des comités "**Soutien à la Maskarade**" qui ont été délibérément empêchés de rejoindre le cortège comme n'importe quel véhicule de la manifestation. A l'heure qu'il est, 15 véhicules tous confondus ont été emmenés au commissariat du XIII^e arrondissement où un rassemblement doit se tenir.

Des obstacles similaires ont été constatés par la Coordination dans des villes comme à Montpellier où du matériel de sonorisation a été saisi. À Lyon, la manifestation a été brutalement interrompue à mi-parcours, pour une dispersion dans le chaos des gaz lacrymogènes.

Après la marche en hommage à **Cédric Chauviat**, le 3 janvier dernier à Paris, ces cortèges du jour contre la proposition de loi « Sécurité globale » constituent une nouvelle étape dans notre mobilisation. Tant que ne sera pas acté le retrait réel des articles 21, 22, 24 de la proposition de loi *Sécurité globale* et du *Schéma national du maintien de l'ordre*, nos actions se multiplieront.

La proposition de loi dite « *Sécurité globale* » a été votée par l'Assemblée nationale et poursuit son cheminement parlementaire au Sénat. L'annonce par le gouvernement de la réécriture du texte par une commission indépendante a fait long feu : elle était contraire au principe de séparation des pouvoirs. Cette semaine, une commission sénatoriale, qui a consulté certaines organisations membres de la coordination, a jeté le trouble sur le devenir de l'article 24 : certains sénateurs prônent sa réécriture pour éviter qu'elle soit "*recyclée*" dans l'article 18 dans le projet de loi *Séparatisme*, tandis que d'autres réclament sa suppression pure et simple car contrainte aux principes républicains et démocratiques.

Aucune annonce parlementaire n'a été faite à propos des articles 21 et 22 concernant la surveillance généralisée par drone et par caméra piéton, ni sur le *Schéma national du maintien de l'ordre* (SNMO). Le **Président de la République** n'a pas davantage répondu à notre demande de rencontre formulée dans une lettre ouverte envoyée le 14 décembre. Quant au « *Beauvau de la Sécurité* », dont le lancement est annoncé pour le 25 janvier, il apparaît de plus en plus pour ce que nous redoutions : une chambre d'enregistrement des revendications policières, et non un lieu de débat critique.

L'ensemble de ces signaux sont pour nous un encouragement à poursuivre nos actions.

La coordination nationale **#StopLoiSécuritéGlobale** fédère plus de 80 organisations implantées dans toute la France: syndicats, sociétés, collectifs, associations de journalistes et de réalisateur ices, confédérations syndicales, associations, organisations de défense de droits humains, comités de familles de victimes de violences policières, de collectifs de quartiers populaires, d'exilé es, de blessés, de Gilets jaunes, et soutenue par des teufeurs, des acteurs-trices du monde culturel et de la fête, et des représentant-es du monde LGBT.

Au total, ce sont plus de 200 villes, des métropoles régionales jusqu'aux localités plus modestes, qui ont déjà connu au moins un rassemblement depuis le 28 novembre 2020, grâce au tissu associatif, culturel, syndical et politique qui forme la vitalité démocratique de ce pays. Nous nous en félicitons.

